

Etats-Unis/Politique

Le rapport sur l'enquête russe rendu public jeudi

AFP
Washington/États-Unis

LE rapport du procureur spécial Robert Mueller, sur l'ingérence de la Russie dans la présidentielle américaine en 2016 et les soupçons d'entrave à la justice visant Donald Trump, sera rendu public jeudi, a indiqué hier le ministère de la Justice.

La publication de ce rapport de 400 pages, dans une version expurgée de ses passages confidentiels, va intervenir plus de trois semaines après la diffusion par le ministre de la Justice Bill Barr d'un résumé en quatre pages, très contro-

versé.

Le ministre avait alors indiqué, le 24 mars, que M. Mueller n'avait pas trouvé de preuve d'une quelconque entente entre la Russie et le candidat républicain.

En ce qui concerne les soupçons d'obstruction à la justice, Robert Mueller n'avait pas livré de conclusion définitive. "Si ce rapport ne conclut pas que le président a commis un crime, il ne l'exonère pas non plus", a-t-il écrit, une phrase reprise dans le résumé de Bill Barr.

Mais le ministre de la Justice, premier destinataire de ce rapport tant attendu après vingt-deux mois d'enquête, est depuis la pu-

blication de son résumé confronté à la pression des démocrates qui souhaitent pouvoir le consulter en totalité.

Ils estiment que Bill Barr, nommé par Donald Trump, pourrait avoir omis de relater certains aspects du rapport du procureur spécial qui pourraient être préjudiciables au président républicain.

Le ministre avait fait savoir le 9 avril lors d'une audition au Congrès que le rapport serait diffusé vers la mi-avril, promettant d'en publier "la plus grande partie possible" tout en prévenant qu'il serait contraint par le cadre légal.

Celui-ci interdit, selon lui, de divulguer des informa-



Photo : AFP/L'Union
Bien qu'il s'agisse d'une version expurgée, on devrait en savoir plus sur ce que dit au sujet du président Donald Trump le rapport du procureur Robert Mueller.

tions qui pourraient compromettre d'autres enquêtes, dévoiler des sources confidentielles ou nuire à la réputation d'acteurs "périphériques".

Cette enquête sur les ingérences russes a entraîné l'inculpation de 34 personnes, dont six anciens conseillers du président américain.

A travers le monde

• **Finlande/Législatives. Vers une coalition gauche-droite**
La percée des Vrais Finlandais aux législatives de dimanche en Finlande devrait conduire à une grande coalition gauche-droite menée par les sociaux-démocrates arrivés en tête, afin de tenir le parti d'extrême droite à l'écart du pouvoir.

• **Indonésie/Politique. Election test pour la troisième plus grande démocratie au monde**



Plus de 190 millions d'Indonésiens s'apprêtent à voter demain pour choisir entre le président sortant, Joko Widodo, et un ex-général au passé très controversé, dans un scrutin test pour la solidité de la troisième plus grande démocratie au monde.

• **Italie/Migrants. Nouvelle enquête contre Salvini**
Une nouvelle enquête pour séquestration a été ouverte en Italie contre le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, après une interdiction de débarquement de migrants, même si le Sénat a bloqué une précédente affaire.

• **Roumanie/Corruption. L'homme fort de la gauche face aux juges**



Le chef des sociaux-démocrates au pouvoir en Roumanie, Liviu Dragnea, a démenti hier les accusations de malversations pour lesquelles il est jugé en appel à Bucarest dans un procès dont l'issue sera déterminante pour l'avenir de cette figure politique controversée.

• **Yémen/Conflit. Accord pour un retrait militaire de Hodeida**
L'Onu a obtenu un accord final des belligérants pour un retrait des combattants de la ville portuaire de Hodeida au Yémen, a affirmé hier au Conseil de sécurité l'émissaire onusien Martin Griffiths, sans en préciser la date.

Brésil/Diplomatie

Bolsonaro tente de clarifier des propos controversés sur la Shoah

AFP
Brasilia/Brésil

FORTEMENT critiqué pour avoir déclaré qu'on pouvait "pardonner, mais pas oublier" les crimes de la Shoah, le président d'extrême droite Jair Bolsonaro a expliqué dans une lettre envoyée aux autorités israéliennes qu'il avait été mal interprété.

"Nous pouvons pardonner, pas oublier. Celui qui oublie son passé est condamné à ne pas avoir d'avenir", avait déclaré le chef de l'Etat brésilien jeudi lors d'une rencontre avec des pasteurs évangéliques à Rio de Janeiro, évoquant sa visite du Centre de mémoire de l'holocauste Yad Vashem de Jérusalem, le 2 avril.

Le président israélien Reuven Rivlin a exprimé son indignation samedi sur Twitter, sans toutefois citer M. Bolsonaro.

"Nous nous opposerons toujours à ceux qui nient la vérité ou souhaitent effacer

notre mémoire, qu'il s'agisse d'individus, de groupes, de chefs de partis ou de premiers ministres. Nous ne pardonnerons ni n'oublierons jamais", a-t-il affirmé.

Le Centre de mémoire de l'holocauste Yad Vashem a pour sa part expliqué dans un communiqué que "personne ne peut déterminer si les crimes haineux de l'holocauste peuvent être pardonnés".

Dans sa lettre envoyée ce week-end aux autorités israéliennes, Jair Bolsonaro a réitéré avoir écrit sur le livre de ce Centre de mémoire la phrase "Celui qui oublie son passé est condamné à ne pas avoir d'avenir".

"Toute autre interprétation n'intéresse que ceux qui veulent m'éloigner de mes amis juifs", a-t-il écrit dans cette missive.

"Le pardon est une chose personnelle et ne s'inscrit pas dans un contexte historique comme celui de l'holocauste, où des millions d'innocents ont été assassinés lors d'un cruel géno-

cide", a-t-il conclu.

Peu après avoir visité Yad Vashem lors de sa visite officielle en Israël, Jair Bolsonaro avait déjà défrayé la chronique en considérant que le nazisme était un mouvement de gauche, en raison du terme "socialiste" dans la dénomination du parti national-socialiste allemand.

Le président brésilien, qui a pris ses fonctions en janvier, a manifesté dès sa campagne électorale son intention de nouer des liens plus étroits avec Israël.

À Jérusalem, il a créé un précédent diplomatique le 1er avril, en devenant le premier chef d'Etat étranger à se rendre au Mur des Lamentations en compagnie d'un Premier ministre israélien.

Durant sa campagne électorale, Jair Bolsonaro avait également promis de transférer l'ambassade du Brésil en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, comme l'a fait son homologue américain Donald Trump.

Mais il a préféré annoncer



Photo : AFP/L'Union
Le président Jair Bolsonaro explique qu'il a été mal interprété.

lors de sa visite l'ouverture d'un bureau diplomatique dans la ville sainte, pour éviter de froisser les pays

de confession musulmane, le Brésil étant le premier exportateur mondial de viande halal.

France/Immigration

SOS Méditerranée appelle les futurs députés européens à défendre les sauvetages de migrants en mer

AFP
Paris/France

L'ASSOCIATION SOS Méditerranée a appelé hier les futurs députés européens à défendre les sauvetages de migrants en mer au nom des "valeurs fondamentales de l'Europe", quelques jours après une polémique sur la "complicité" entre ONG et passeurs.

"Les valeurs fondamentales de

l'Europe sont en jeu lors des élections européennes. Nous avons un mandat clair pour les futurs députés: défendre le respect du droit maritime et ne pas laisser les personnes en détresse se noyer en Méditerranée ou être ramenées illégalement en Libye", a déclaré Francis Vallat, le président de SOS Méditerranée France, qui lance une campagne vidéo de sensibilisation sur les réseaux sociaux.

Le droit maritime "impose de porter assistance à toute per-

sonne en détresse en mer" et les rescapés "doivent pouvoir être rapidement débarqués dans un port sûr", rappelle l'ONG, qui avait l'une des premières à réagir aux accusations de "complicité" entre ONG et passeurs lancées début avril par le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner.

SOS Méditerranée, dont le navire Aquarius était devenu un symbole des sauvetages en mer jusqu'à l'arrêt de ses opérations en décembre, a lancé

sa campagne dans quatre pays européens pour alerter sur "les violations du droit maritime international et la responsabilité des Etats membres en Méditerranée".

Al'approche des élections européennes du 26 mai, cinq ONG d'aide aux migrants ont déjà mis en garde contre "les dérives des politiques migratoires européennes" dans un manifeste publié jeudi.

"La négociation indigne autour de la question du sauvetage de vies humaines en mer

doit être stoppé immédiatement", avait estimé Günther Bunkhart, de l'association allemande Pro Asyl, tandis que Nuria Diaz de l'association espagnole CEAR rappelait que "sur la côte andalouse, de plus en plus de personnes meurent" en tentant de gagner l'Europe.

L'Union européenne doit "repenser un système d'asile qui laisse les personnes choisir leur pays d'accueil", affirmait Jean-Claude Mas, de l'association française La Cimade, dans ce manifeste commun.